

**Règlement de consultation n° 11/10102025**

MARCHES PUBLICS INDUSTRIELS

**Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :**

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

Agence du Travail d'Intérêt. Général et d'Insertion. Professionnelle des personnes placées sous-main de justice **(A.T.I.G.I.P)**

Service de l'Emploi Pénitentiaire **(S.E.P)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

11, Rue Louisa Paulin

19015 TULLE

[www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

**Objet de la consultation :**

**Fourniture livraison et installation et mise en service opérationnelle d'une fabrique d'aliments du bétail, destiné à l'exploitation agricole ATIGIP-RIEP du centre de détention de CASABIANDA (Corse).**

**Date et heure limites de remise des offres :**

**Lundi 24 Novembre 2025 à 12h00**

Appel d'offres ouvert lancé en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent Règlement de consultation comporte 8 pages numérotées de 1 à 9

## Sommaire

Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
Article 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	4
2.1. Étendue de la procédure .....	4
2.2. Forme et durée du marché .....	4
Article 3 - DIVISION EN TRANCHES OU EN LOTS .....	4
Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	4
4.1. Forme juridique des groupements .....	4
4.2. Variantes .....	4
4.3. Mode de règlement .....	4
4.4. Unité monétaire du marché .....	4
4.5. Code CPV .....	4
4.6 Délais .....	5
Article 5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	5
Article 6 - REMISE DES OFFRES .....	5
6.1. Conditions d'envoi des offres .....	5
6.2. Réception des offres .....	5
6.3. Langue de rédaction des propositions .....	5
Article 7 – CONTENU DES OFFRES .....	5
7.1 Documents relatifs à la candidature .....	5
7.2 Documents relatifs à l'offre .....	6
Article 8 – OUVERTURE DES PLIS – EXAMEN DES OFFRES .....	6
8.1. Analyse des offres .....	6
8.2. Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse .....	6
Article 8 – INFORMATION COMPLEMENTAIRES .....	6
8.1 Abandon de la procédure .....	6
8.2 Renseignements complémentaires .....	6
8.3 Modification du dossier de consultation .....	6
8.4 Voies et délais de recours – litige .....	7

## **Préambule – PRESENTATION DE L'ATIGIP SEP**

Le Service de l'Emploi Pénitentiaire (**SEP**) est un service de l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle des personnes placées sous main de justice (**ATIGIP**), service à compétence nationale placé sous l'autorité du Garde des Sceaux et du Directeur de l'administration pénitentiaire. Il a pour mission de développer le travail d'intérêt général, la formation professionnelle et le travail, dans les établissements pénitentiaires.

A ce titre l'**ATIGIP** est chargée de gérer le compte de commerce intitulé « Régie Industrielle des Etablissements Pénitentiaires (**RIEP**) » qui lui confère l'autonomie financière en matière d'achats et d'investissements

Le SEP-RIEP est en charge de l'emploi pénitentiaire en régie et à ce titre assure la gestion technique, commerciale, administrative et financière de ses ateliers de production implantés principalement dans des établissements pour peines.

Le SEP-RIEP, au sein de l'ATIGIP, bénéficie donc de modalités particulières de fonctionnement et d'organisation qui ont pour but de lui conférer une véritable dynamique d'entreprise adaptée aux exigences des marchés concurrentiels. Il est doté des moyens structurels et fonctionnels permettant de développer le travail pénitentiaire.

Ce souci de développer l'emploi en établissements pénitentiaires répond à trois préoccupations essentielles :

- Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de la personne détenue : respect des rythmes et des délais, atteindre un niveau de productivité et de qualité dans le travail exécuté, acquérir une réelle qualification professionnelle.
- Permettre la constitution d'une source de revenus au profit du détenu, des victimes, de la collectivité.
- Réguler la vie en détention : contribution au maintien de la santé et de l'équilibre psychologique des personnes détenues, prise en considération du respect de soi, des droits et devoirs.

### **L'ATIGIP-RIEP représente :**

- Environ 50 ateliers implantés dans une vingtaine d'établissements pénitentiaires, dans divers secteurs d'activités : confection - menuiserie boissellerie - métallerie - mécanique générale - imprimerie - informatique - traitement du son et de l'image - travail à façon - reliure - cuir - exploitation agricole.
- 1 200 détenus employés, encadrés en atelier par 150 personnels de l'administration, et appuyé par 60 personnels au siège de Tulle (19).
- Un chiffre d'affaires d'environ 30 M€.

Plus d'informations sur le site : [www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

## **Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation porte sur : **Fourniture livraison et installation et mise en service opérationnelle d'une fabrique d'aliments du bétail, destiné à l'exploitation agricole ATIGIP-RIEP du centre de détention de CASABIANDA (Corse).**

Au titre de ce marché, le titulaire réalise les prestations suivantes :

- la fourniture du matériel ;
- la livraison **franco de port et d'emballage** dans les locaux de l'exploitation agricole ;
- les opérations de déchargement, d'installation et de mise en service opérationnelle (y compris l'ancrage de la machine au sol si besoin) ;
- la formation des opérateurs à l'utilisation, à la maintenance et à la programmation;
- Le SAV pendant toute la durée de la garantie ;
- l'arrivée des fluides (électricité, air comprimé, aspiration etc... au plus près de la machine est à la charge de l'ATIGIP RIEP. Les branchements sont à la charge du titulaire. Les candidats doivent préciser, dans leur offre, leurs besoins en la matière.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

## **Article 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION**

### **2.1. Étendue de la procédure**

« Appel d'offres ouvert » selon les articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique et soumise aux conditions du Cahier des Clauses Administratives Générales aux C.C.A.G.- MPI. (Arrêté du 30 mars 2021)

### **2.2. Forme et durée du marché**

La présente consultation donnera lieu à la conclusion d'un marché dont l'exécution prend effet à compter de sa date de notification jusqu'à la fin de sa période de garantie.

## **Article 3 - DIVISION EN TRANCHES OU EN LOTS**

Aucune décomposition en tranches ou en lots n'est prévue sur ce marché.

## **Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **4.1. Forme juridique des groupements**

Le marché est attribué soit à un opérateur économique individuel soit à des opérateurs économiques groupés dont le mandataire sera solidaire en vertu des articles R2142-3, R2142-19 à R 2142-22 du code de la commande publique.

### **4.2. Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées

### **4.3. Mode de règlement**

Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement. Les références du ou des comptes à créditer sont indiquées à l'acte d'engagement et un RIB correspondant doit être joint.

### **4.4. Unité monétaire du marché**

Les offres sont établies en **euro**.

### **4.5. Code CPV**

16630000-0 Machines de préparation d'aliments pour animaux

#### **4.6 Délais**

Pour tous les documents, tous les délais et décompte de jours sont comptés en jours calendaires.

#### **Article 5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des propositions est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions à l'article 6.2 du présent règlement.

#### **Article 6 - REMISE DES OFFRES**

##### **6.1. Conditions d'envoi des offres**

L'offre contient les justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat prévu à l'article R 2143-3 du Code de la commande publique ainsi que l'offre technique et financière du candidat.

##### **6.2. Réception des offres**

Conformément et en application de l'article R 2132-7, les candidatures et les offres doivent être uniquement transmises par voie électronique, pour l'ATIGIP RIEP les offres sont déposées exclusivement sur le site dont l'adresse Internet est : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les propositions doivent être remises avant le :

**Lundi 24 Novembre 2025 à 12 :00 heures**

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ne seront pas retenus.

##### **6.3. Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

#### **Article 7 – CONTENU DES OFFRES**

**Important :** La remise de l'ensemble des éléments énumérés ci-dessous est obligatoirement à respecter ; à défaut l'offre ne sera pas recevable.

##### **7.1 Documents relatifs à la candidature**

Le dossier de candidature devra impérativement comprendre l'ensemble des pièces justificatives exigées par le Code de la commande publique, notamment :

- La lettre de candidature : imprimé DC1 modèle du 1er avril 2019, dûment renseigné par le candidat en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ou pour les candidatures groupées l'ensemble des membres du groupement
- La déclaration du candidat : imprimé DC2 modèle du 1er avril 2019, dûment renseigné par le candidat en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ou pour les candidatures groupées l'ensemble des membres du groupement (Préciser les éventuelles certificats et agréments obtenus pour exercer l'activité professionnelle objet du présent marché)
- Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF datant de moins de 6 mois.
- Les déclarations sur l'honneur prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique.
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
- Une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité.
- Autre pièce - (Copie du ou des jugements, si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie des jugements prononçant cette décision.)

L'absence ou la non-conformité d'une ou plusieurs de ces pièces pourra entraîner le rejet de la candidature comme incomplète ou irrégulière, conformément aux dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique.

## **7.2 Documents relatifs à l'offre**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et son annexe	Oui
Le CCAP et son annexe	Paraphé et signé
Le CCTP	Paraphé et signé
Le mémoire technique du candidat	Non

## **Article 8 – OUVERTURE DES PLIS – EXAMEN DES OFFRES**

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues au code de la commande publique et selon les modalités définies ci-après :

### **8.1. Analyse des offres**

Le Pouvoir Adjudicateur procède au téléchargement des candidatures et des offres.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut demander au candidat de compléter son dossier de candidature.

Les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé sont éliminés. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles R 2152-1 à R 2152-2 du code de la commande publique sont éliminées ou modifiées conformément à cet article.

De même, les offres anormalement basses sont jugées conformément aux articles R 2152-3 à R 2152-5 du code de la commande publique.

Le Pouvoir Adjudicateur procède à l'analyse des offres des candidats.

### **8.2. Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse**

Le jugement et le classement des offres des candidats seront effectués dans les conditions prévues aux articles R 2152-6 à R 2152-8 du code de la commande publique au moyen des critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

Critères	Pondération
1- Valeur technique	<b>35 pts</b>
2- Prix	<b>40 pts</b>
3- Délais de livraison	<b>15 pts</b>
5- Considération sociales et environnementales	<b>10 pts</b>

## **Article 8 – INFORMATION COMPLEMENTAIRES**

### **8.1 Abandon de la procédure**

L'administration contractante se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure, conformément à l'article R 2185 du code de la commande publique.

### **8.2 Renseignements complémentaires**

Les demandes de renseignements complémentaires (techniques, procédure, autres) nécessaires à l'étude, sont dématérialisées via la plateforme des achats de l'état : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Les échanges se feront obligatoirement via cette plateforme.

### **8.3 Modification du dossier de consultation**

L'ATIGIP se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, et le cas échéant de reporter la date limite de réception

des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans réclamation à ce sujet.

#### **8.4 Voies et délais de recours – litige**

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative)
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les demandes doivent être adressés à :

#### **Tribunal administratif de Limoges**

2 cours Bugeaud

CS 40410

Limoges

87000 Limoges Cedex